

**Délibération du Conseil d'Administration
Du 23 janvier 2024**

Objet : Approbation des frais de gestion et gestion des reliquats des contrats de recherche

Vu les statuts de l'Université d'Evry ;
Vu le code de l'éducation ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du 28 janvier 2014 ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du 10 mars 2015.

Le Conseil d'Administration décide,

Article 1 : Objet

La présente délibération a pour objet la mise à jour des frais de gestion et de définir la gestion des reliquats des contrats de recherche.

La présente délibération abroge les délibérations du Conseil d'Administration du 28 janvier 2014 et du 10 mars 2015.

Article 2 : Frais de gestion

Type	Taux
Prestations de services	15%
Contrat de collaboration ou de partenariat	15%
Contrat de formation	15%
Contrat conclu avec GENOPOLE	4% - 8 % selon typologie du contrat
Contrat conclu avec une UMR UEVE/CNRS	Les taux figurent dans la convention CNRS/UEVE
Contrat conclu avec structure publique ou associations: ANR, UE, collectivités, ministères, fondations, GIP, associations, EPA, EPIC, ESPCP, EPST ...	Taux propre au financeur public

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal administratif de Versailles, sis 56 avenue de Saint-Cloud à Versailles. La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée via l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les contrats négociés avant la date d'adoption de la présente délibération se verront appliquer les anciens taux.

Les nouveaux taux s'appliqueront donc pour les nouveaux contrats négociés à compter de l'adoption de la présente délibération.

Article 3 : Gestion des reliquats

Un reliquat sur un contrat correspond à la différence entre le montant du financement prévu dans le contrat et le solde sur l'eotp. Les reliquats ne sont possibles que sur des contrats sans demande de justification.

Deux situations se posent :

1. Si le montant du reliquat est inférieur ou égal à 30 000 €. Il est laissé à disposition de la structure sur l'eotp qu'une année budgétaire supplémentaire (*exemple un contrat qui se termine le 31/03/2023, le reliquat sera disponible toute l'année 2024*).
2. Si le reliquat est supérieur à 30 000 €. Le reliquat est disponible 2 années budgétaires complémentaires sur l'eotp.

Après ces délais, les reliquats ne sont plus disponibles aux structures.

Dans le cas d'un contrat avec demande de justification, l'éventuel reliquat est « remboursé » au financeur. Il n'est donc pas disponible pour la structure.

Article 4 : Devenir des reliquats

Une fois les périodes de disponibilités de crédits mentionnées à l'article 3 atteintes, les reliquats des contrats de recherche viendront abandonner une enveloppe « aléas recherche » pour l'année budgétaire N+1. Les reliquats qui abondent l'enveloppe « aléas recherche » en N+1, ne sont pas reportables sur l'année budgétaire N+2.

Le montant de l'ensemble des contrats de recherche s'étant terminé avant le 31 décembre 2021 sera basculé dans l'enveloppe « aléas recherche » et reversé à l'établissement pour la prise en charge des frais de structure.



université
PARIS-SACLAY

N° d'enregistrement
CA/DRRI/23.01.2024/54

Article 5 : Modalités de constitution de l'enveloppe « aléas recherche »

Les reliquats des contrats de recherche viennent abonder l'enveloppe « aléas recherche » selon les modalités suivantes :

- Si reliquat est supérieur à 150 000 € : 50% pour les aléas recherche et 50% pour les frais de structure
- Si reliquat est inférieur ou égal à 150 000 et supérieur à 50 000 € : 60% pour les aléas recherche et 40% pour les frais de structure
- Si reliquat est inférieur ou égal 50k : 80% pour les aléas recherche et 20% pour les frais de structure

Fait à Evry, le 23 janvier 2024.

Vincent BOUHIER
Président de l'Université

